05B00651
Greffe Tribunal de Commerce de Paris
14 JAN 2005
N° de dépôt 00816

" S.E.M. "

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 8.000 Euros
Siège social : 9, rue de Villersexel
75007 PARIS

S T A T U T S

LES SOUSSIGNES

- **Monsieur Robin EDME,**
  Né le 17 octobre 1956 à Puteaux (92),
  Demeurant : 14 Villa des Buttes Chaumont – 75019 PARIS,
  Nationalité Française,
  Marié sous le régime de la séparation de biens, avec Madame Nathalie FESSOL, née le 20 novembre 1955 à Nouvion-en-Thiérache (Aisne), en vertu d'un contrat de mariage reçu par Maître Christiane LETULLE-JOLY en date du 26 janvier 1993 préalablement à leur union du 30 janvier 1993.

- **Monsieur Julien RIVALS,**
  Né le 24 février 1977 à Bordeaux (33),
  Demeurant : 50 rue Jacques Dulud – 92200 NEUILLY,
  Nationalité Française,
  Célibataire.

- **Madame Catherine PETITHORY**
  Née le 20 août 1963 à Pouilly sur Charlieu (42),
  Demeurant : 9 rue Dautancourt – 75017 PARIS,
  Nationalité Française,
  Mariée sous le régime de la communauté, avec Monsieur Detelin DRAGNEV, né le 2 février 1958 à Sevlievo (Bulgarie).

- **La société MAN COM CONSULTING,**
  Société à Responsabilité Limitée,
  Au capital de 10.000 euros
  Siège social : 9, rue de Villersexel – 75007 PARIS,
  Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris,
  Sous le numéro 429.703.275,

  Représentée par Monsieur Patrick D'HUMIERES en qualité de Gérant.

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société à Responsabilité Limitée qu'elles sont convenues d'instituer.

TITRE I
FORME - OBJET - DENOMINATION - DUREE - EXERCICE SOCIAL - SIEGE

Article 1 - FORME

Il est formé par les présentes entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois en vigueur, et notamment les dispositions du Code de Commerce applicables aux sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- toutes prestations de services et le développement de toutes activités et solutions technologiques dans le domaine du conseil en stratégie, organisation, management et communication auprès d'entreprises, d'organisations et d'institutions publiques et privées et de leurs dirigeants,

- plus particulièrement toutes prestations de services et le développement de toutes activités et solutions technologiques dans le domaine du conseil en développement durable, responsabilité sociale et investissement socialement responsable auprès d'entreprises, d'organisations et d'institutions publiques et privées et de leurs dirigeants ,

- la réalisation d'études institutionnelles diverses et la conception et la réalisation d'actions de formation dans les domaines précités,

- et, plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet ci-dessus indiqué, ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

" S.E.M. "

La société a pour nom commercial :

ECODURABLE

Dans tous actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social (Sarl SEM).

Article 4 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

1 - La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au **31 décembre 2005**.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le Siège de la Société est fixé au :

9 rue de Villersexel
75007 PARIS

Il peut être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe sur simple décision de la gérance, sous réserve d'une ratification ultérieure par décision des associés représentant la majorité des parts sociales et partout ailleurs en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. La Gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

En cas de transfert décidé par la gérance dans le cadre des stipulations ci-dessus, celle-ci est habilitée à modifier les statuts en conséquence.

✧ ✧ ✧

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

- **Monsieur Robin EDME,**
  apporte à la Société une somme en espèces,
  de DEUX MILLE DEUX CENTS euros, ci : 2.200 Euros,

- **Monsieur Julien RIVALS,**
  apporte à la Société une somme en espèces,
  de QUATRE CENTS euros, ci : 400 Euros,

- **Madame Catherine PETITHORY.....,**
  apporte à la Société une somme en espèces,
  de DEUX CENTS euros, ci : 200 Euros,

- **La société MAN COM CONSULTING,**
  apporte à la Société une somme en espèces,
  de MILLE DEUX CENTS euros, ci : 1.200 Euros,

Soit ensemble, la somme de :
QUATRE MILLE Euros, ci : 4.000 Euros.

Cette somme de QUATRE MILLE (4.000) Euros, correspondant à la moitié des huit cents (800) parts sociales de dix (10) euros chacune, a été, dès avant ce jour, déposée à l'agence bancaire CCF située 9 boulevard Raspail – 75007 PARIS, à un compte ouvert au nom de la Société en formation, selon certificat de dépôt des fonds ci-annexé.

Elle sera retirée par la Gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de Commerce attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Monsieur Detelin DRAGNEV, conjoint commun en biens de Madame Catherine PETITHORY, préalablement averti de l'apport de sa conjointe, a déclaré ne pas vouloir être personnellement associé et renoncer à revendiquer cette qualité pour l'avenir, la qualité d'associé devant être reconnue à Madame Catherine PETITHORY seule pour la totalité des parts souscrites.

Article 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à HUIT MILLE (8.000) Euros, divisé en HUIT CENTS (800) parts sociales de DIX (10) Euros chacune, libérées de la moitié de leur valeur nominale lors de la constitution, numérotées de 1 à 800 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- **A Monsieur Robin EDME,**
  à concurrence de QUATRE CENT QUARANTE parts sociales,
  numérotées de 1 à 440,
  en rémunération de son apport en numéraire,ci : 440 parts,

- **A Monsieur Julien RIVALS,**
  à concurrence de QUATRE VINGTS parts sociales,
  numérotées de 441 à 520,
  en rémunération de son apport en numéraire, ci : 80 parts,

- **A Madame Catherine DRAGNEV,**
  à concurrence de QUARANTE parts sociales,
  numérotées de 521 à 560,
  en rémunération de son apport en numéraire, ci : 40 parts,

- **La société MAN COM CONSULTING,**
  à concurrence de DEUX CENT QUARANTE parts sociales,
  numérotées de 561 à 800,
  en rémunération de son apport en numéraire, ci : 240 parts,

Total égal au nombre de parts composant le capital social
soit HUIT CENTS parts, ci : **800 parts.**

Les soussignées déclarent que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont libérées de la moitié.

Article 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

1 - Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Toute personne entrant dans la Société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête d'un Gérant.

2 - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la Loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci au moins à ce minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

3 - Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Article 9 - PARTS SOCIALES

1 - Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2 - Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Toutefois, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de Commissaire aux Apports ou lorsque la valeur retenue pour lesdits apports est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

En cas d'augmentation du capital, les gérants et les souscripteurs sont solidairement responsables, pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

3 - Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu à la désignation de ce mandataire à la demande de l'indivisaire le plus diligent, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

4 - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

Article 10 – CESSION DE PARTS

1 - Forme

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la Société qu'après accomplissement des formalités de l'article 1690 du Code Civil ou de celles admises en remplacement.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Agrément des Cessions

Les parts sont librement cessibles entre associés ; mais elles ne peuvent être cédées, aux conjoints, descendants ou ascendants des associés ou à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée AR ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, par lettre recommandée AR, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, y compris en cas d'apport au titre d'une fusion ou d'une scission ou encore à titre d'attribution èn nature à la liquidation d'une autre société.

3- Droit de préemption

Chacun des associés s'engage expressément, par les présentes, en cas de cession ou mutation projetée des parts qu'il détient dans la société même entre associés, à offrir celles-ci en priorité à (aux) l'autre(s) associé(s) (ou à toute personne physique ou morale qu'il(s) se substituerai(en)t, totalement ou partiellement, sous réserve du respect de la procédure d'agrément stipulée à l'article 10.2. ci-dessus), selon les termes et conditions ci-après définis.

Sont visés par la présente clause, les titres de participation dans la société, détenus à ce jour par les associés, mais également tous ceux qu'ils viendraient à détenir ultérieurement, par tout moyen et notamment par voie de souscription, attribution gratuite ou autrement. Sont également visés les droits de souscription ou d'attribution attachés aux titres de participation de la société ainsi que tout autre titre ou valeur mobilière donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital et/ou aux droits de vote de la société et que les associés détiennent ou viendraient à détenir.

Le terme cession ou mutation s'entend, quant à lui, de toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant un transfert des titres de participations détenus par les associés dans la société, tels que définis ci-dessus, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit.

De façon à permettre la bonne exécution des dispositions du présent article, l'associé cédant devra notifier son projet de cession à (aux) l'autre(s) associé(s) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant :

- l'identité du cessionnaire envisagé et, si le cessionnaire est une personne morale, de la ou des personnes en détenant le contrôle ultime ;
- le prix et les conditions de la cession, y compris le nombre de titres à céder et les conditions de paiement.

L' (les) associé(s) non cédant(s) devra (devront) faire connaître à l'associé cédant, également par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sa (leur) décision d'acquérir ou de ne pas acquérir les titres dont la cession est envisagée dans un délai de trente jours à compter de la réception de ladite lettre. A défaut d'avoir répondu dans le délai susvisé, l' (les) associé(s) non cédant(s) sera (seront) réputé(s) avoir renoncé à l'exercice de son (leur) droit de préemption, à raison de la notification qui lui (leur) aura été adressée, et l'associé cédant pourra librement, sous réserve du respect de la procédure d'agrément stipulée à l'article 10.2. des présents statuts, réaliser la cession initialement prévue aux conditions indiquées dans sa notification.

La cession devra alors être réalisée dans un délai maximum de trente jours. Une fois ce délai expiré et si le cédant maintient sa volonté de cession, il sera tenu de procéder à une nouvelle notification pour permettre à nouveau à (aux) l'associé(s) non cédant(s) d'exercer son (leur) droit de préemption conformément aux stipulations du présent article.

La préemption ne pourra porter que sur la totalité des titres dont la cession est envisagée.

S'il existe plusieurs associés non cédants, la répartition des titres préemptés entre les associés non cédants se fera au prorata du nombre de titres détenus par ces derniers et dans la limite de leur demande.

Dans l'hypothèse où le droit de préemption prévu au présent article serait exercé par l' (les) associé(s) non cédant(s), le prix de chaque part de la société sera identique aux conditions obtenues par le cédant de la part d'un acquéreur de bonne foi. Toutefois, à défaut d'accord sur ce prix, celui-ci sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 11 – CLAUSE DE SORTIE CONJOINTE

Dans l'hypothèse où l'associé disposant de la majorité des parts sociales envisagerait de céder tout ou partie de sa participation dans la Société à un tiers, et sous réserve des stipulations des présents statuts relatives aux droits de préemption des associés, l'associé cédant s'engage à permettre aux autres associés, si ces derniers le souhaitent, de céder également et aux mêmes conditions leur propre participation dans la Société, ce dont l'associé cédant se portera solidairement garant.

A cet effet, tout projet de cession à un tiers devra être notifié par l'associé cédant aux autres associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 30 jours au moins avant la réalisation de l'opération projetée, afin de leur permettre, le cas échéant, d'exercer la faculté de sortie conjointe qui lui est conférée aux termes du présent article.

Cette notification devra préciser la nature de l'opération projetée, le nombre de titres concernés, leur prix (ou leur valeur), les conditions de paiement, l'identité et les coordonnées du Cessionnaire, ainsi que toute autre condition ou modalité importante de la transaction.
Sont visés par la présente clause, les titres de participation dans la société, détenus à ce jour par les associés, mais également tous ceux qu'ils viendraient à détenir ultérieurement, par tout moyen et notamment par voie de souscription, attribution gratuite ou autrement.

Sont également visés les droits de souscription ou d'attribution attachés aux titres de participation de la société ainsi que tout autre titre ou valeur mobilière donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital et/ou aux droits de vote de la société et que les associés détiennent ou viendraient à détenir.

Le terme cession ou mutation s'entend, quant à lui, de toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant un transfert des titres de participations détenus par les associés dans la société, tels que définis ci-dessus, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit.

Les associés (autres que le Cédant) disposeront alors d'un délai de 30 jours, à compter de la réception de cette notification pour faire savoir, par écrit, à l'associé cédant, s'ils entendent faire usage de la faculté de sortie conjointe.

A défaut, ils seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.

En cas d'exercice de cette faculté par les autres associés, l'associé cédant ne pourra céder sa propre participation ou réaliser l'opération projetée qu'après que les autres associés ayant souhaité user de la faculté de sortie conjointe qui leur est conférée aux termes du présent article, aient été mis en mesure d'accepter et d'exercer ces droits.

En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe par les associés autres que le Cédant, le prix de cession et les conditions de paiement seront identiques à celui et celles proposés dans la transaction principale.

Article 12 - TRANSMISSION DE PARTS PAR DECES OU LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

En cas de décès d'un associé, les héritiers ou ayants droit ne deviennent associés qu'après avoir été agréés dans les conditions et suivant la procédure prévues à l'article 10.2 ci-dessus ; il en est de même en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Article 13 - REVENDICATION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS

Si le conjoint commun en biens d'un associé notifie son intention d'être associé postérieurement à un apport de biens communs fait par ledit associé à la société ou à une acquisition de parts effectuée par son époux à l'aide de biens communs, il ne peut acquérir la qualité d'associé que s'il est agréé par la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts.

La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée AR.

L'agrément résulte soit de la notification de la décision des associés, soit du défaut de réponse dans le délai de deux mois à compter de la notification du conjoint.

En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve cette qualité pour la totalité des parts.

Article 14 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés.

Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de Gérant.

✧ ✧ ✧

TITRE III
ADMINISTRATION - CONTROLE

Article 15 - POUVOIRS DES GERANTS

1 - La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux. En cours de vie sociale, le gérant est valablement désigné par décision des associés représentant la majorité des parts sociales.

Lorsqu'il existe plusieurs gérants, chacun des Gérants engage la Société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout emprunt d'un montant supérieur à 30 000 euros, comprenant les autorisations de découverts en banque, tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de toute ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

La gérance est habilitée à modifier les statuts de la société afin de les mettre en harmonie avec les dispositions impératives de la loi ou des règlements uniquement et sous réserve de ratification desdites modifications par décision des associés représentant plus des trois quart du capital social.

2 - Chaque Gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des parts sociales.

Article 16 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DES GERANTS

Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les Gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les Gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs Gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Article 17 - CESSATION DE FONCTIONS

Tout Gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 19 ci-après.

Article 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

✧ ✧ ✧

TITRE IV
DECISIONS DES ASSOCIES

Article 19 - DECISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITES

1 - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2 - Ces décisions résultent, au choix de la Gérance, d'une Assemblée Générale, d'une consultation écrite des associés ou du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice.

3 - Toute Assemblée Générale est convoquée par la Gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant le quart des parts sociales s'ils représentent au moins le quart des associés, peuvent demander la réunion d'une Assemblée.

En cas de décès du gérant, tout associé ou le commissaire aux comptes de la société peut convoquer une assemblée, à la seule fin de remplacer le gérant décédé, dans les conditions de forme et de délai fixées par la réglementation en vigueur.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la date de réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'Assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée est présidée par l'un des Gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'Assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'Assemblée est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les Gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Dans le cas où il n'est pas établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

4 - En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots " oui " ou " non ".

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5 - Lorsque les décisions résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, celui-ci doit comporter les noms de tous les associés et la signature de chacun d'eux. Cet acte est établi sur le registre des procès-verbaux.

6 - Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la Société ne comprend que les deux époux.

Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

7 - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux ainsi que des actes de décision unanime des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Article 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, ni l'affectation de résultats, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

En cas de cessation des fonctions du gérant, pour quelque cause que ce soit, la mention de son nom dans les statuts peut être supprimée à la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, et ayant une conséquence sur la viabilité de l'entreprise, sous réserve des exceptions prévues par la Loi et, le cas échéant, par les présents statuts.

Les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, apporter aux statuts toutes modifications permises par la Loi. Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la Société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la Société en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple, en Commandite par actions, en Société par actions simplifiée ou en Société Civile ;

- par des associés représentant la majorité des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital social par incorporation de report à nouveau ou de réserves ;

- par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 22 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INTERVENTION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en Assemblée Générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non Gérant peut, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse écrite du Gérant qui doit intervenir dans le délai d'un mois est communiquée au Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social, peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

La forme de sa désignation et les conditions d'exercice de sa mission sont fixées par la Loi et les règlements.

Chaque associé dispose, en outre, d'un droit de communication permanent ; l'étendue de ce droit et les modalités de son exercice résultent des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 23 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

1 - Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés font l'objet d'un rapport spécial de la Gérance ou, s'il en existe un, du Commissaire aux Comptes, à l'Assemblée annuelle.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

2 - Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un Gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

3 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou associés autres que des personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Elle s'applique également aux conjoints, ascendants ou descendants des personnes visées ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

✧ ✧ ✧

TITRE V
AFFECTATION DES RESULTATS - REPARTITION DES BENEFICES

Article 24 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la Gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la Société, et des comptes annuels conformément aux dispositions du du Code de Commerce.

La Gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la Loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle sont annexés à la suite du bilan.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Par ailleurs, si à la clôture de l'exercice social, la Société répond à l'un des critères définis à l'article 244 du Décret du 23 mars 1967, le Gérant doit établir les documents comptables prévisionnels et rapports d'analyse, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la Loi et le Décret.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les conditions légales et réglementaires.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion, ainsi que le texte des résolutions proposées, et éventuellement le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Gérant sera tenu de répondre au cours de l'Assemblée.

Ces mêmes documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'Assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'Assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

De même, le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L 223-19 du Code de Commerce doit être établi et déposé au siège social quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Article 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi.

Ainsi, il est prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des présents statuts, les associés peuvent, sur proposition de la Gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

Article 26 - DIVIDENDES - PAIEMENT

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

✧ ✧ ✧

TITRE VI
PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 27 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

Article 28 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la Gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue, la régularisation a eu lieu.

Article 29 - TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en une Société d'une autre forme par décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple, en Commandite par actions, en Société par actions simplifiée ou en Société Civile exige l'unanimité des associés.

La transformation en Société Anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la Loi.

La décision de transformation en Société Anonyme ou en Société par actions simplifiée est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la Loi. Le Commissaire à la transformation est désigné par Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête, ou par décision unanime des associés.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Article 30 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation -, par la perte totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas de dissolution, la Société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

La mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la Loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 31 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

✧ ✧ ✧

TITRE VII
PERSONNALITE MORALE - FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 32 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

1 - La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Toutefois, les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la Société en formation, par **Monsieur Robin EDME**, tels que ces actes sont relatés dans l'état ci-annexé, avec précision des engagements qui en sont la conséquence.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

3 - La Gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels les présents statuts requièrent, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société après vérification par l'Assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 33 - **PUBLICITE - POUVOIRS**

Tous pouvoirs sont donnés à **Monsieur Robin EDME** à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la Loi, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Paris,

Le 17 décembre 2004.

En cinq originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités.

Monsieur Robin EDME

Lu et approuvé

Monsieur Julien RIVALS

Lu et approuvé.

Madame Catherine PETITHORY

Lu et approuvé

Monsieur Detelin DRAGNEV,[1]
Intervenant aux présentes en qualité de
Conjoint commun en biens de Madame Catherine DRAGNEV

Lu et approuvé

Pour la société MAN COM CONSULTING,
Monsieur Patrick D'HUMIERES

Lu et approuvé

---

[1] *Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé ».*

ANNEXE

ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION, AVANT L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE ET REPRIS PAR LA SOCIETE

- Ouverture d'un compte bancaire à .CCF Raspail (9 bd. Raspail, 75007).pour dépôt des fonds constituant le capital social - récipissé joint

- Signature d'une convention de sous-location avec la société SEANCE PUBLIQUE.

S.E.M.
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 8.000 Euros
Siège social : 9, rue de Villersexel
75007 PARIS

Les soussignées :

- **Monsieur Robin EDME,**
  Né le 17 octobre 1956 à Puteaux (92),
  Demeurant : 14 Villa des Buttes Chaumont – 75019 PARIS,
  Nationalité Française,
  Marié sous le régime de la séparation de biens, avec Madame Nathalie FESSOL, née le 20 novembre 1955 à Nouvion-en-Thiérache (Aisne), en vertu d'un contrat de mariage reçu par Maître Christiane LETULLE-JOLY en date du 26 janvier 1993 préalablement à leur union du 30 janvier 1993.

- **Monsieur Julien RIVALS,**
  Né le 24 février 1977 à Bordeaux (33),
  Demeurant : 50 rue Jacques Dulud – 92200 NEUILLY,
  Nationalité Française,
  Célibataire.

- **Madame Catherine DRAGNEV,**
  Née PETITHORY, le 20 août 1963 à Pouilly sur Charlieu (42),
  Demeurant : 9 rue Dautencourt – 75017 PARIS,
  Nationalité Française,
  Mariée sous le régime de la communauté, avec Monsieur Detelin DRAGNEV, né le 2 février 1958 à Sevlievo (Bulgarie).

- **La société MAN COM CONSULTING,**
  Société à Responsabilité Limitée,
  Au capital de 10.000 euros
  Siège social : 9, rue de Villersexel – 75007 PARIS,
  Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris,
  Sous le numéro 410.570.709,

  Représentée par Monsieur Patrick D'HUMIERES en qualité de Gérant.

agissant en qualité de seuls associés de la Société à Responsabilité Limitée « ***S.E.M.*** » au capital de 8.000 Euros, dont le siège social est 9, rue de Villersexel – 75007 PARIS, et dont les statuts ont été établis par acte sous seing privé en date du 17 décembre 2004, nomment aux fonctions de gérant de la Société pour une durée illimitée :

Monsieur Robin EDME,
Né le 17 octobre 1956 à Puteaux (92),
Demeurant : 14 Villa des Buttes Chaumont – 75019 PARIS,
Nationalité Française.

Monsieur Robin EDME dispose des pouvoirs stipulés à l'article 15 des statuts.

Monsieur Robin EDME accepte les fonctions de gérant qui viennent de lui être confiées et déclare n'exercer aucune autre fonction, ni être frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Il est précisé que sa rémunération lui sera attribuée dans le cadre de la procédure prévue aux statuts de la société.

En outre, tous pouvoirs lui sont conférés à l'effet de signer l'acte de cession de fonds de commerce portant sur l'activité « ECODURABLE » intervenant ce jour entre la société MAN COM CONSULTING et la société S.E.M.

Ce fonds de commerce de prestations de services et de développement de toutes activités technologiques dans le domaine de la communication d'entreprises, de conseil sur le secteur de la responsabilité dans le monde de l'entreprise, de conseil en communication auprès des dirigeants et de réalisation d'études institutionnelles diverses, est exploité au 9, rue de Villersexel à Paris 7ème.

Cette cession est consentie moyennant le prix de 145.000 euros.

Cette somme sera payée sur un échéancier de remboursement mensuel de 3.020,84 euros sur quatre années.

Tous pouvoirs sont également conférés à Monsieur Robin EDME à l'effet de signer un contrat de licence de marque consenti par MAN COM CONSULTING à la société S.E.M. portant sur l'usage de la marque « ECODURABLE ».

Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôt prévues par la loi.

Fait à Paris,
Le 17 décembre 2004.

Monsieur Robin EDME[1]	Bon pour acceptation des fonctions de Gérant de la Société SEM
Monsieur Julien RIVALS	
Madame Catherine DRAGNEV	
Pour la société MAN COM CONSULTING, **Monsieur Patrick D'HUMIERES**	

[1] **Faire précéder la signature de la mention « *bon pour acceptation des fonctions de Gérant de la société S.E.M.* »**